

NATIONS EMERGENTES

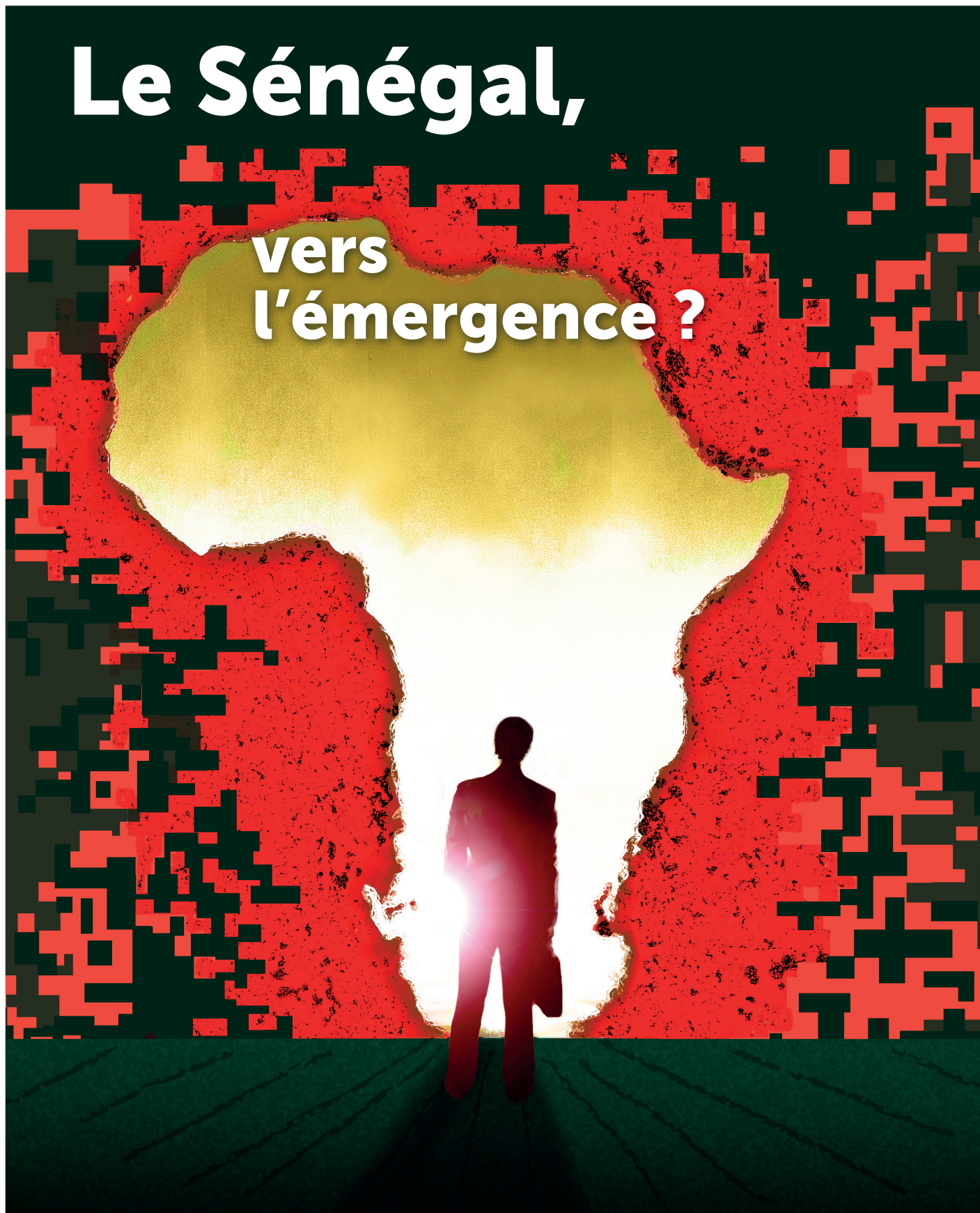
REVUE DE COMMERCE INTERNATIONAL www.nations-emergentes.org

N°40

Mars
2020

Le Sénégal,

vers l'émergence ?



le Sénégal, vers l'émergence ?

Le Sénégal actuel veut être le leader de l'Afrique de l'ouest en misant sur le développement économique pour enclencher le décollage économique. Il s'est doté d'un outil de planification stratégique avec le Plan Sénégal émergent (PSE) et il entend opérer des progrès spectaculaires en intégrant à le club des « émergents » à l'horizon de 2035. Qu'en est-il de ce plan et quels sont ses résultats ?

Le plan Sénégal émergent fixe le cap et les priorités de la politique économique. Il cible quelques secteurs-clés qui peuvent être le moteur du développement. Le tourisme par exemple, est privilégié car il peut créer des emplois dans le secteur de l'hôtellerie et la restauration et améliorer les conditions de vie de la population défavorisée. Un budget est consacré à ce secteur pour assurer sa promotion et pour créer des infrastructures hôtelières dans la ville nouvelle de Diamniadio, la future capitale aux portes de Dakar. En 2017, le Sénégal a inauguré un nouvel aéroport Blaise-Diagne avec une capacité d'accueil de 5 millions de voyageurs par an et qui sera relié à Dakar par un train express régional en construction¹. Des zones économiques spéciales sont en création pour faciliter l'implantation des multinationales. Tout se passe comme si dans son élan, le Sénégal voulait copier le modèle chinois en donnant

la priorité aux infrastructures pour poser les jalons de son développement. Il veut être le leader régional et faire de la capitale, une plate-forme pour le commerce régional avec l'amélioration de la compétitivité du port de Dakar.²

Au niveau social, les résultats du PSE s'avèrent décevants. La croissance économique (6,8 % en 2018) est loin de profiter à l'ensemble de sa population. Ses fruits sont inégalement répartis selon les villes et les secteurs d'activité ; tandis que les campagnes en sont largement en marge. Par exemple, un des objectifs clés du plan - l'autosuffisance alimentaire avec 1,5 millions de tonnes de riz n'a pas été atteint. Selon le journal « Le Monde », les pouvoirs publics ont délaissé le secteur agricole en profit du tertiaire en réduisant l'enveloppe budgétaire. (3). Autrement dit, sa croissance non inclusive ne favorise pas l'émergence d'une classe moyenne. Comme le prouve la Banque Mondiale selon laquelle la proportion de population pauvre, vivant avec moins de 1,25 \$ par jour représente 47 % et ne bénéficie d'aucun filet de sécurité. Est-il possible de parler d'émergence dans ces conditions ? Le marqueur de l'émergence, à savoir la classe moyenne, est ici absente. Autrement dit, il semble que le concept d'émergence est quelque peu fallacieux car il est utilisé à des fins politiques. Il s'appa-

rente à une propagande gouvernementale qui permet de reporter un certain nombre de mesures de justice sociale à des horizons plus lointains. Le décollage s'opère à deux vitesses avec des gagnants et des perdants de la transformation en cours au Sénégal. Kako Nubukpo écrivait dans son livre récent : « Quiconque met les pieds en Afrique subsaharienne est saisi par la permanence de l'encastrement de l'économie dans le reste du social. Par exemple, dans les villes de l'Afrique subsaharienne on ne peut qu'être frappé par cette coexistence dans le même espace urbain de temporalités radicalement différentes [...] Cette forte hétérogénéité de temporalités (certains sont à l'heure d'Internet alors que d'autres sont restés au Moyen Âge) freine le processus de développement car en absence [...] de règles du jeu connues et acceptées par tous, il est pratiquement impossible de concevoir un projet de société endogène »⁴ Autrement dit tant que la fracture sociale entre les riches et les pauvres persiste, il est difficile d'adhérer au projet d'émergence. Le Sénégal émergent, un mythe ? Probablement comme le prouvent les migrations de sa jeunesse rêvant d'un avenir radieux sous d'autres cieux.

Douraya ASGARALY

Nous vous invitons à réagir à cet éditorial en nous écrivant à l'adresse mail suivante : contact@nations-emergentes.org

¹ Images économiques du monde – 2018

² Le Monde – 23 février 2019

³ Le Monde, ibid.

⁴ L'urgence africaine page 34 – éditions Odile Jacob 2019



Terroir



Culture



Faune



Nature

AFRICA FOR TOURISM
Africa For Tourism, votre DMC local au Sénégal
Circuits - Incentive - Découverte - Excursions
00221 77649-93-22 / 00221 33957-81-81
contact@africa4tourism.com
www.africa4tourism.com

AFRIQUE MOYEN ORIENT ZONE CARAÏBES ASIE

TECHNISEM

**SEMENCES POTAGÈRES
POUR LES ZONES TROPICALES**

TECHNISEM

HIGH QUALITY INSIDE

- Entreprise familiale spécialisée dans la production et la distribution de semences potagères pour les zones tropicales.
- Connue et reconnue en Afrique par les agriculteurs pour la qualité de ses semences d'espèces mondialement cultivées et ses semences d'espèces traditionnelles africaines (aubergines africaines, piments Chinense, gombos courts ...).

NATIONS EMERGENTES

N°40 | Mars 2020

Association de loi 1901 | W931002897
ISSN : 2429-7461
Email: contact@nations-emergentes.org
web: www.nations-emergentes.org

• **Directrice de publication** •
Douraya ASGARALY
Tél.: (33) 6 16 63 45 19
Email: nat.emergentes@yahoo.fr

• **Directrice de rédaction** •
Sri Damayanty MANULLANG

• **Consultant éditorial** •
Hervé THÉRY – <http://confins.revues.org>

• **Ont participé à ce numéro** •
Catherine Fournet Guérin
Malick Mboup

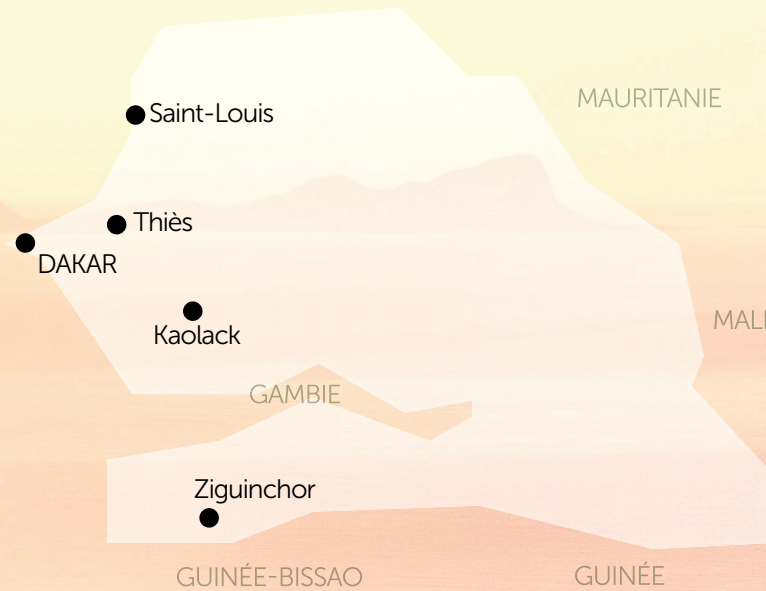
• **Avec** •
Chantal Caraman, maquette
Gwendal LE SCOUL, conception graphique

• **Photo de couverture** •
Discours du Président Andrés Manuel López Obrador
- Luis Jose PEREZ

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	3
FICHE PAYS	4
LE PAYS... VU PAR UN SPÉCIALISTE	8
FOCUS: CONQUÉRIR LE MARCHÉ DU PAYS.....	13
LES SECTEURS PORTEURS.....	15
EXPORTER AU PAYS : MODE D'EMPLOI	20
TÉMOIGNAGE	22
FOIRES ET SALONS	23

SÉNÉGAL



Les infrastructures

→ AÉROPORT

L'aéroport international Blaise Diagne est le principal point d'entrée au pays. Il a été inauguré en 2017 avec une capacité de 5 millions de voyageurs par an et 50 000 tonnes de fret. Il est situé près de la nouvelle cité de Diamniadio relié à Dakar par une autoroute à péage et un train express régional en cours de construction.

→ RÉSEAU ROUTIER

Le réseau routier s'étend sur 16 665 km dont 6 126 km sont goudronnés.

Réseau ferroviaire

Le réseau ferroviaire est destiné pour le commerce des marchandises. Il relie les villes de Dakar, Thiès, Diourbel, Tambacounda et Bamako (Mali).

→ TRANSPORT MARITIME

Le port de Dakar est le principal port autonome du pays. Environ 10 millions de tonnes de marchandises. En agréant près de 95% du commerce extérieur et en contribuant pour plus de 90 % aux recettes douanières, il est la seule voie d'accès aux grands marchés internationaux. Il se donne comme objectif principal : faire du port de Dakar « le port le plus compétitif de la côte ouest-africaine, à l'horizon 2023 » dans le cadre du plan stratégique 2017-2023.

Source : CIA - Factbook - 2019

Découvrez les principales villes du Sénégal en flashant ce QR Code :



ou en cliquant sur ce lien :

<https://nations-emergentes.org/wp-content/uploads/2019/12/Les-principales-villes-Senegal.pdf>

L'Afrique de l'Ouest, une diversité ethnique !

Si une frontière sépare le Sénégal et la Gambie, les habitants de ces deux pays partagent une histoire commune, une identité culturelle et des dialectes communs. Les frontières au sein du continent, dessinées pour la plupart par des bureaucrates européens, correspondent assez rarement à celles reconnues par les affinités culturelles. Dans l'Afrique d'aujourd'hui, bon nombre de personnes ont-elles des liens plus étroits avec des ressortissants de pays voisins qu'avec leurs compatriotes.

Toutefois, contrairement à d'autres États africains, la multiplicité ethnique n'a pas servi ici à diviser pour mieux régner car depuis l'indépendance, elle ne joue pas un rôle clé dans la politique. Le Sénégal et la Gambie ont tendance à intégrer leur diversité culturelle qu'à la considérer comme un motif de fracture. Ceci est dû en partie à la longue tradition de « cousinage culturel » d'Afrique de l'Ouest qui met davantage l'accent sur les motifs de rapprochement entre individus que sur leurs différences et encourage les relations de bon voisinage – sauf en cas de conflit.

Les wolofs

5 millions de Wolofs vivent au Sénégal où ils occupent la majeure partie de la côte et de l'ouest du pays, au nord de Kaolack. C'est le groupe ethnique le plus important car il représente 43 % de la population. Seuls 250 000 Wolofs par contre, résident en Gambie – soit 15 % des habitants. Mais, l'importance de leur communauté dans la région de Banjul, la capitale de Gambie et leur présence majoritaire au Sénégal ont imposé le wolof comme première ou deuxième langue tant en Gambie qu'au Sénégal et 90 % de leurs populations le parlent. Cette ethnie semble avoir investi le centre du Sénégal au 12^e siècle ou peu après. Musulmans de première heure, les Wolofs restent aujourd'hui encore, presque tous fidèles à l'islam et constituent le pilier de la confrérie mouride.

Les Peuls et les Toucouleur

Parfois dénommés comme des « Haalpulaaren », (ceux qui parlent le peul) ; les Peuls et les Toucouleur forment un groupe diversifié de bergers traditionnels, unis par une même langue : « le pulaar » ou peul. Les Peuls constituent un groupe le plus disséminé en Afrique de l'Ouest. Ils se répartissent dans dix-neuf pays, de la Mauritanie à la Guinée jusqu'au Niger à la République centrafricaine et au Soudan. Les habitants parlant peul dont les Toucouleur, représentent 25 % de la population sénégalaise et près de 15 % de celle de la Gambie, principalement dans l'est du pays.

Au Sénégal ; les Peuls occupent les régions sèches du Nord et de l'Est, et ce depuis des siècles. L'origine des Peuls reste un mystère : selon certains, ils viendraient de l'Est, du Soudan ou de l'Éthiopie.



Les Toucouleur représentent un sous-groupe des Peuls le plus influent de la région du fleuve Sénégal. Ils tirent leur nom du mot « Tekroul ». Cet empire, fondé en l'an 800 sur les rives du fleuve, à l'ouest de l'empire du Ghana qui connaîtra son apogée au 12^e siècle.

Source :
Bibliothèque des
voyageurs - Édition
Gallimard

Autres ethnies musulmanes

Les Mandingues (ou Malinké) se répartissent dans neuf pays d'Afrique de l'Ouest et représentent 42 % de la population de la Gambie. La plupart des Mandingues, à l'origine animistes, se convertissent à l'islam sous l'influence des Peuls au 18^e siècle. Cette communauté, essentiellement rurale, se distingue par sa forte tradition orale, transmise par la caste des musiciens griots dont la harpe-luth ou kora a séduit le public européen lors des concerts donnés par des artistes comme Mory Kanté.

Les Soninké auraient pour ancêtres les fondateurs de l'ancien empire du Ghana. Leur langue, le mandé, ressemble au wolof et leur région natale se situe en amont du fleuve Sénégal, au sud de Bakel. Reputés pour leur sens de la solidarité, leur courage à la guerre et leur goût du voyage, les Soninké forment l'une des principales communautés sénégalaises vivant en France.

Animisme

Avant l'arrivée de l'islam au 8^e siècle et même après, pendant des siècles, les Africains de l'Ouest ont pratiqué pour la plupart, l'animisme. Aujourd'hui, seuls les Dogon du plateau de Bandiagara au Mali et leurs voisins sénégalais, les Bassari et les Bédik lui sont fidèles.

Les Diola représentent 10 % des Gambiens et dominent la région de la Casamance – soit 5 % de la population sénégalaise qui se rattache à une tradition animiste.

Héritage chrétien

Aujourd'hui, les chrétiens représentent 5 % de la population, avec une prépondérance du catholicisme au Sénégal et de l'anglicanisme en Gambie.



Le pays, sa population, sa langue et ses données sociologiques

Source : Année stratégique - 2018 / Source : CIA - World Factbook

→ **SUPERFICIE** **196 712 km²**

Capitale économique et politique : **DAKAR**

→ **POPULATION**

Age moyen de la population : **19 ans**

Le Sénégal

Situé sur la côte atlantique de l'Afrique de l'Ouest, le Sénégal est le point le plus occidental du continent. Il partage ses frontières avec la Mauritanie au nord, le Mali au sud-est et la Guinée et la Guinée-Bissau au sud, il se trouve dans une ceinture profondément désertique et sujette à la sécheresse avec un sol pauvre. Pratiquement tous les sols cultivables se trouvent sur les rives du fleuve Gambie, qui est enclavé sur toute sa longueur par une enclave politique de la Gambie.

Population urbaine

47,2%

Population rurale

52,8%

15,7 millions
d'habitants en 2018

→ **LES PRINCIPALES RELIGIONS DU SÉNÉGAL (%)**

95,9%
Musulmans
4,1%
Chrétiens

→ LES PRINCIPALES ETHNIES DU SÉNÉGAL

Wolof **37,1 %**
Peul **26,2 %**
Serere **17,0 %**
Mandinka **5,6 %**
Jola **4,5 %**
Soninké **1,4 %**
Autres **8,0 %**

Source : CIA - World Factbook

Les données politiques

TYPE DE RÉGIME : **NATURE DU RÉGIME :**

République du Sénégal République présidentielle

- **Chef de l'État :** Macky Sall (depuis 2 avril 2012)
- **Premier Ministre :** Mohamed Dionne (depuis 8 juillet 2014)

LES CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE

Monnaie : Franc CFA

PIB (milliards de \$)

201619,02
201721,03
201824,13

Croissance du PIB (%)

20166,6
20177,1
20186,8

Sources : World Bank

PIB par habitant (\$)

20161 270
20171 280
20181 410

Source : World Bank database

Le commerce extérieur de l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'ouest (UEMOA)

Commerce en 2015
Export : 17,0 milliards €
Import : 23,8 milliards €

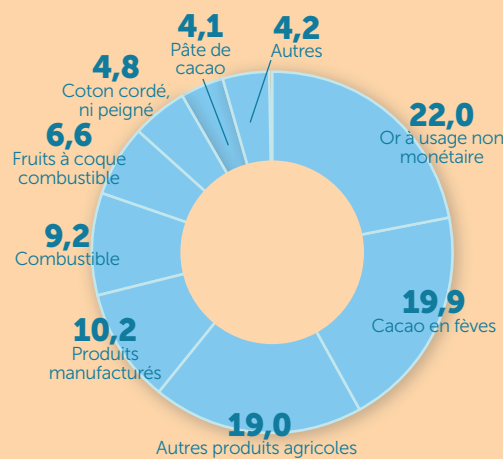
Source : OMC - examen des politiques commerciales - 2017

Commerce entre la France et le Sénégal en 2018

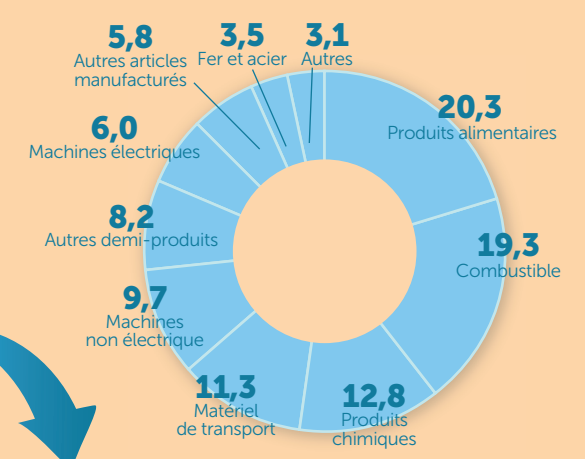
Export : ... 969,37 millions \$
Import : ... 107,64 millions \$

Source : UN - Comtrade

LES PRODUITS EXPORTÉS HORS UEMOA EN 2015 (%)

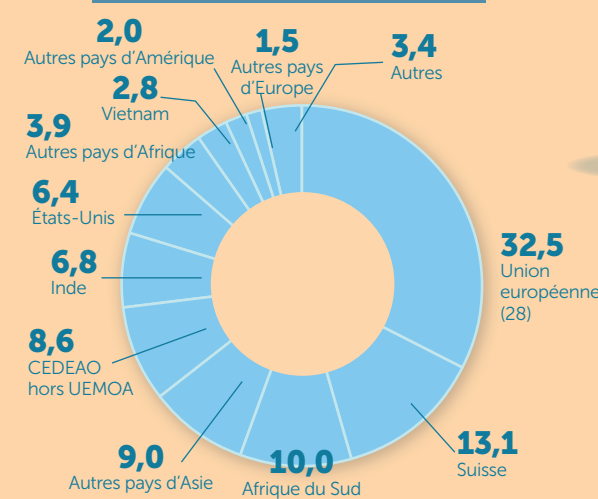


LES PRODUITS IMPORTÉS HORS UEMOA EN 2015 (%)

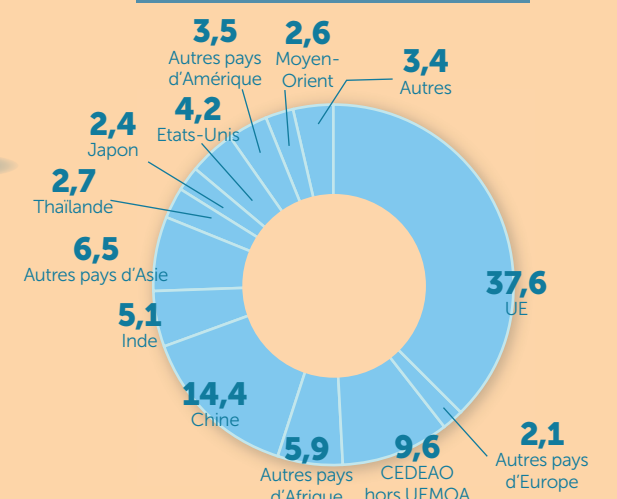


Source : OMC - examen des politiques commerciale - 2017

LES PRINCIPAUX PARTENAIRES HORS UEMOA EN 2015 (%) (EXPORT)

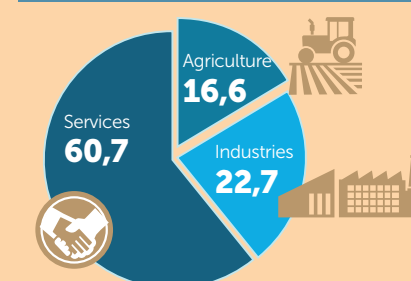


LES PRINCIPAUX FOURNISSEURS HORS UEMOA EN 2015 (%) (IMPORT)



Source : OMC - examen des politiques commerciale - 2017

PIB PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ EN 2018 (%)



Source : World bank database

►► SITES UTILES :

Portail de la présidence
<http://www.presidentie.sn/>
Agence nationale de la statistique et de la démographie
<http://www.ansd.sn/>
Ministère de l'Économie
<http://www.finances.gouv.sn/>
Site de la douane
<https://www.douanes.sn/>
Ambassade de France au Sénégal
<https://sn.ambafrance.org/>

Agence française de développement/ Sénégal
<https://www.afd.fr/fr/page-region-pays/senegal>
Banque ouest-africaine de développement
<https://www.boad.org/missions-objectifs/>
site du Port Autonome de Dakar
<http://www.portdakar.sn/fr>

PRESSE NATIONALE

<https://www.lequotidien.sn/>
<http://www.enquetepius.com/>
<http://nouvelhorizon.sn/>
<http://www.lafriqueidesidees.org/>
<http://www.walf-groupe.com/>
<https://thinkafricapress.com/>

LE SÉNÉGAL, UNE ÉMERGENCE EN TROMPE L'ŒIL

Auteur : Catherine FOURNET GUÉRIN

Catherine Fournet Guérin est une enseignante chercheuse en géographie à l'Université de la Sorbonne. Elle est spécialiste de l'Afrique qu'elle connaît très bien pour avoir voyagé à plusieurs reprises et mené des recherches sur le développement économique de ces pays.

Dans cet entretien, elle montre les atouts et les handicaps du Sénégal, ses défis à relever pour son décollage économique et pour intégrer le club des « émergents » ! Le Sénégal émergent, une illusion ou une réalité ? Ce dossier vous apporte quelques clés pour mieux comprendre ce pays qui attire les entreprises du fait de sa stabilité politique et sa proximité géographique.

Quel regard portez-vous sur la trajectoire économique du Sénégal, ces dernières années ?

Le Sénégal connaît, comme nombre de pays d'Afrique, un taux de croissance économique en apparence élevé, de l'ordre de + 6 % par an ces dernières années. Mais cette croissance est en réalité, essentiellement tirée par le secteur des matières premières, et ne reflète pas un réel dynamisme industriel ou des services. Qui plus est, dans les économies peu développées, les taux sont forcément importants car on part d'un PIB faible. Celui-ci n'est en effet que de 15 à 20 milliards de \$, soit par exemple près de dix fois moins que celui du Maroc. Quant au PIB/ hab, il a baissé depuis le début des années 2010, étant inférieur à 1 000 \$, ce qui est faible.

Le pays exporte diverses productions : du zircon et du titane, des phosphates (exploités par l'OCP, (<https://www.ocpgroup.ma/fr> grand investisseur marocain public), des engrais et des produits agro-alimentaires entre autres. D'autres secteurs sont dynamiques, comme celui de la construction, dopé par les grands travaux d'édification de la nouvelle capitale située à une trentaine de kilomètres de Dakar, Diamniadio. Le nouvel aéroport international de Dakar a été construit non loin et ouvert en 2017. Cela s'inscrit dans un programme global lancé par les autorités au milieu des années 2010, appelé « Plan Sénégal Emergent ». (https://www.sec.gouv.sn/sites/default/files/Plan%20Senegal%20Emergent_0.pdf)

Mais comme dans nombre d'économies d'Afrique, le terme « émergent » relève largement de l'incantation, le Sénégal faisant toujours partie selon l'ONU des « pays les moins avancés ». Parmi les handicaps de l'économie sénégalaise figurent l'insuffisance des infrastructures (par exemple de transport : l'indice de performance logistique de la Banque mondiale place le pays au 141^e rang mondial en 2018, ou électriques, le prix de l'élec-

tricité étant l'un des plus élevés au monde, ce qui constitue un handicap considérable pour le développement économique), la faiblesse du niveau de formation de la population active, la faiblesse également du secteur formel ou encore la médiocre attractivité au niveau international pour les investissements directs étrangers (IDE) – même si le Sénégal en accueille un nombre conséquent (voir plus loin).

Parmi les secteurs qui peuvent jouer un rôle moteur, on peut identifier le tourisme international et domestique, y compris d'affaires. Mentionnons également l'importance des transferts de la diaspora, estimés à plus de 2 milliards de dollars estimés en 2018, soit 9 % du PIB.

Le Sénégal, une porte d'entrée pour les entreprises françaises en Afrique de l'Ouest ?

Comme dans toutes les anciennes colonies françaises d'Afrique, le Sénégal accueille nombre d'entreprises françaises, sous la forme de filiales locales. Parmi les plus grandes et les plus connues, citons Bolloré Logistics, Colas, Alstom (qui a livré 15 trains pour le réseau TER en 2019), Castel (boissons), la Compagnie Fruitière, Lesieur, Eiffage (qui a construit et exploite l'autoroute à péage), Accor dans le domaine hôtelier, Sonatel, filiale d'Orange pour les télécommunications, ou Total, qui

“ Parmi les secteurs qui peuvent jouer un rôle moteur, on peut identifier le tourisme international et domestique, y compris d'affaires. ”



▷▷▷ détient 40 % du marché de la distribution des carburants ; moins connue mais très importante dans l'extraction des sables titanifères depuis 2012 figure l'entreprise Eramet. On trouve également des PME, moins connues, mais très dynamiques, et des entreprises de droit local gérées par des Français. Au total, selon l'ambassade de France, les entreprises françaises ou ainsi gérées par des Français représentent 10 % de l'emploi formel dans le pays, soit entre 15 et 20 000 emplois directs.

Quelle est la place du Sénégal en Afrique de l'Ouest ?

Le Sénégal est un pays important de l'Afrique de l'Ouest, avec notamment la deuxième économie après la Côte d'Ivoire en termes de PIB. L'un de ses atouts majeurs est le port de Dakar, géré par Dubai Ports World, qui dessert une partie de la sous-région, même si son trafic d'ensemble demeure modeste à l'échelle mondiale avec 18 millions de tonnes et un taux de conteneurisation faible (un nouveau terminal à conteneurs est d'ailleurs en projet à Sendou, à 35 km de Dakar). Le pays accueille également des institutions régionales, comme la banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest à Dakar.

En termes de sécurité des investissements, le Sénégal est classé B en risque pays par la Coface, ce qui est plutôt correct car aucun pays n'est classé A dans la région (B étant le 5e rang sur 8 en rang croissant de risque au total). Il en va de même pour l'environnement des affaires, classé B. Pour le classement « Doing business » de la Banque mondiale, qui compare tous les pays du monde, les résultats sont en revanche mauvais, le pays étant classé 141ème sur 190 pays. Il obtient la note très moyenne de 53/100 sur la facilité de faire des affaires.

Par contre, des efforts réels sont déployés par les autorités sénégalaises pour développer l'intégration régionale. C'est le cas dans le domaine des droits de douane et des infrastructures visant à améliorer les liens avec les pays voisins. Ainsi, le pont sur la Gambie a été mis en service en 2019, ce qui était attendu depuis des décennies pour désenclaver à la fois à l'accès à ce pays et à la Casamance, région au sud du Sénégal. Il en va de même pour l'amélioration du corridor Dakar-Bamako, en cours.

Sur le plan politique, le pays est considéré comme stable en Afrique de l'Ouest, depuis son indépendance en 1960, ce qui lui vaut une importante respectabilité. Des hommes politiques sénégalais ont par ailleurs été choisis pour diriger de très importants organismes internationaux durant ces dernières décennies, comme la FAO (Jacques Diouf, de 1994 à 2011) ou l'OIF (Abdou Diouf, ancien président de la République- <https://www.francophonie.org/>)

La France, un partenaire privilégié du Sénégal mais talonné par la Chine ? Quelle est la tendance des investissements directs étrangers (IDE) en 2019 ? Quels sont les pays chefs de file en matière des IDE au Sénégal ?

La France reste un partenaire commercial de première importance pour le Sénégal. Elle est son 4ème client mondial et son 1er fournisseur (18 % de part de marché en 2014, contre seulement 8 % pour la Chine). En ce qui concerne les investissements, la France représente 40 % des IDE installés dans le pays, ce qui la place comme 1er investisseur au Sénégal. Les entreprises françaises assureraient un quart du PIB et des recettes fiscales du pays. Il y a incontestablement reculé de sa position de manière relative, avec l'émergence de nouveaux partenaires commerciaux et de nouveaux investisseurs, mais on ne peut pas parler de marginalisation de la place de la France sur le plan économique.

En revanche, une tendance très importante se dessine donc, comme partout en Afrique : celle de la diversification des partenaires, et en particulier l'essor très important des échanges avec d'autres pays du Sud ou émergents. Parmi ces nouveaux partenaires, on trouve la Chine, dont la présence économique est très médiatisée, mais il ne faut pas se focaliser uniquement sur celle-ci. En effet, au Sénégal œuvrent nombre d'entreprises issues de pays tels que la Turquie (dont une entreprise est dans le consortium qui a construit le TER), l'Inde (dans l'agro-alimentaire), on en reparle juste après. En termes d'IDE, ce qui va modifier la situation au Sénégal au début des années 2020 est la mise en exploitation des gisements d'hydrocarbures offshore. En février 2018, le Sénégal et son voisin mauritanien ont signé un accord pour exploiter de manière coopérative le champ gazier offshore dit de « Grand Tortue-Ahmedy » (GTA), transfrontalier. Il sera exploité par des entreprises américaines (Kosmos Energy) et britannique (BP), probablement à partir de 2021. Il est probable que les Majors européennes et américaines prendront une place importante dans le pays (Total également).

L'influence de l'Europe est-elle en train de disparaître en Afrique de l'Ouest, éclipsée par les pays émergents comme la Chine, l'Inde et la Turquie ?

On ne peut pas dire cela, non. Tout d'abord parce que dans les principaux investisseurs, on trouve toujours nombre de pays européens, comme l'Italie, la Suisse, l'Espagne et la France, on l'a vu. C'est logique car les pays d'Europe sont les plus proches zones de prospérité pour l'Afrique, et les échanges se font d'abord ainsi au plus proche dans l'économie mondialisée. Ensuite, il y a l'apparition depuis les années 2000 de nouveaux concurrents et de nouveaux acteurs économiques, au Sénégal comme partout en Afrique. Il s'agit par exemple de la Chine, oui, mais aussi de l'Inde, de la Malaisie, de la Turquie, de l'Arabie saoudite, entre autres. Il s'agit donc d'une diversification des partenaires commerciaux et financiers, et c'est une bonne chose pour le pays que de sortir d'une relation trop exclusive avec la France et les autres pays européens.

Par exemple les liens avec le Maroc ne cessent de se renforcer. C'est le cas dans le domaine des lignes maritimes de fret : la compagnie numéro 1 mondial, Maersk, a ouvert une ligne Tanger-Med Dakar, pour les conte-

neurs, signe de l'intégration timide, mais réelle, de l'Afrique de l'Ouest dans des flux mondialisés. C'est aussi le cas dans l'exploitation des phosphates et la fabrication d'engrais, mais également dans les établissements d'enseignement supérieur.

Ses défis pour les prochaines décennies ?

Il faut être prudent vis-à-vis des discours développementalistes très optimistes, qui relèvent en partie de l'incantation. En effet, la priorité pour le Sénégal est de faire baisser le taux de pauvreté très élevé (près de la moitié de la population vit toujours sous le seuil officiel de pauvreté) ; le taux d'alphabétisation reste très faible dans les campagnes. Cela se traduit dans l'indice de développement humain, calculé par l'ONU : pour 2019, il est inférieur à 0,5 et le pays se place au 162ème rang mondial, ce qui est un mauvais score et l'apparente ouvertement au groupe des pays dits les « moins avancés ». Il est similaire au rang du Rwanda par exemple. Parmi les autres défis, on trouve l'amélioration de l'accès aux soins, celle de l'électrification en milieu rural qui demeure très faible, mais aussi en ville où les coupures demeurent très fréquentes (ce qui constitue une entrave forte aux investissements industriels et à l'activité éco-

“ Sur le plan politique, le pays est considéré comme stable en Afrique de l'Ouest, depuis son indépendance en 1960, ce qui lui vaut une importante respectabilité. ”

nomique en général, la réduction de la sous-nutrition, la nécessité absolue de scolariser plus et surtout mieux les enfants, celle d'améliorer le statut des femmes et des enfants dans la société, notamment.

A un niveau plus économique et politique, le Sénégal est confronté au défi de la sécurité régionale. Il est voisin de pays marqués par le développement de groupes armés djihadistes ou travaillés par une instabilité politique liée, comme le Mali et la Mauritanie. Une autre préoccupation consiste à éradiquer les trafics de cocaïne en provenance d'Amérique du Sud par l'océan Atlantique. A plusieurs reprises, la presse sénégalaise a évoqué les risques de devenir un « narco Etat », comme



“ Une tendance très importante se dessine donc, comme partout en Afrique : celle de la diversification des partenaires. ”

“ Dans la capitale Dakar, la plus grande mosquée du pays vient d’être construite et inaugurée, marquant le pouvoir symbolique de la confrérie dans l’espace urbain de la métropole. ”

▷▷▷ c’est déjà le cas de son voisin la Guinée Bissau (même si le Sénégal est infiniment plus solide que ce pays). En effet, de nombreuses saisies de drogue en mer ou sur les littoraux ont eu lieu ces derniers temps.

En revanche, le Sénégal développe sa position de pays attractif organisateur de grands événements régionaux, voire internationaux, ce qui lui confère une bonne image à l’étranger. Je pense aux Ateliers de la pensée de Dakar dans le domaine intellectuel et culturel, à l’accueil du très important Forum mondial de l’eau en mars 2021, qui se tiendra pour la première fois en Afrique, ou encore à l’ouverture du musée des civilisations noires à Dakar en 2016 (largement financé par une entreprise chinoise). Le pays dispose aussi de membres actifs de la diaspora, tel le footballeur Sadio Mané qui finance des équipements sanitaires et éducatifs en zone rurale, ou d’entrepreneurs innovants, comme Thione Niang dont l’entreprise assemble des panneaux solaires à Diamniado.

Quelle vous semble être l’influence des confréries sur la politique sénégalaise ?

Elle est réelle et forte. Selon les spécialistes comme Bakary Sambe, les confréries contribuent à une régulation du champ politique et expliqueraient l’absence du développement de mouvements djihadistes dans le pays, en jouant un rôle de résistance face aux influences venues des pays du Golfe. Deux grandes confréries musulmanes, dites soufies, sont très présentes au Sénégal : la plus importante de nombre de fidèles est la Tidjaniya ; la seconde, qui rassemble les Mourides et représente environ 40 % de la population sénégalaise, a beaucoup cru en visibilité depuis les années 2000 grâce d’une part à des succès économiques et d’autre part aux liens très forts que le précédent président Abdoulaye Wade a instaurés avec elle dans les années 2000. La puissance économique et politique de ces confréries d’origine rurale s’illustre par exemple dans la réalisation d’une autoroute ouverte en décembre 2018 pour désenclaver la ville sainte de Touba, située au centre du Sénégal à presque 200 km de Dakar. La pertinence du choix de cette desserte est discutée, alors que le pays souffre de manque d’axes routiers rapides pour désenclaver les régions rurales intérieures. Dans la capitale Dakar, la plus grande mosquée du pays vient d’être construite et inaugurée, marquant le pouvoir symbolique de la confrérie dans l’espace urbain de la métropole. Elle est plus haute que la Grande mosquée de Dakar, jadis construite avec des fonds marocains sous Hassan II. Rassemblant l’écrasante majorité de la population sénégalaise, ces deux confréries sont ainsi des acteurs sociétaux, politiques et économiques de premier plan. ☉



L’implantation de la grande distribution au Sénégal : nouvelle logique de domination économique ou opportunité de développement ?

Malick Mboup

Malick Mboup, est doctorant en géographie à l’Université de la Sorbonne. Il connaît très bien le Sénégal pour avoir vécu dans ce pays et étudié la zone de l’Afrique de l’ouest. Cet article est une étude de cas sur l’implantation des enseignes de la grande distribution au Sénégal, les obstacles qu’elle rencontre sur son chemin et les perspectives nouvelles qu’elles offre aux entreprises intéressées par ce pays !

En 2012, le Sénégal a décidé d’adopter un nouveau modèle de développement pour accélérer sa marche vers l’émergence. Cette stratégie fondée sur le Plan Sénégal Émergent (PSE), constitue le référentiel de la politique économique et sociale sur le moyen et le long terme. Cette stratégie constitue le document de référence des interventions de l’État, des partenaires techniques et financiers, du partenariat public-privé et de la participation citoyenne, à moyen terme.

Avec le PSE, le Sénégal vise à améliorer sa croissance économique avec un fort impact sur le développement humain pour garantir la stabilité économique, politique et sociale. La réalisation de cette ambition s’appuie sur un programme d’ouverture aux investissements privés dans des secteurs clés de croissance inclusive (agriculture, industrie agro-alimentaire, la grande distribution, etc.) capable d’impulser le développement durable des territoires.

Dakar, une capitale politique aux pouvoirs économiques considérables

Devenue la capitale du Sénégal en 1958, la région de Dakar est une destination privilégiée pour des millions de jeunes diplômés à la recherche de nouvelles opportunités et de conditions de vie économique plus confortables. Malgré les politiques de décentralisation initiées depuis 1972 avec la communalisation, puis en 1996 avec la régionalisation et depuis 2013 avec l’acte 3 de la décentralisation qui vise à désengorger la capitale et favoriser la territorialisation des politiques publiques, Dakar abrite toujours l’essentiel des infrastructures routières, universitaires, hospitalières, des ministères, des institutions financières, etc. Elle a aussi une capacité polarisatrice importante : plus 75% des trajets intérieurs de marchandises ont pour origine ou pour destination Dakar.

Le commerce informel au cœur de l’organisation socio-économique de la capitale

Au Sénégal, le commerce reste le secteur le plus dynamique de l’économie urbaine. Il représente à lui seul près de 72% des micro-entreprises et 41,8% des emplois informels de la région selon la direction de l’aménagement du territoire. Cela s’explique en grande partie par le fait que c’est le seul secteur avec l’artisanat à offrir certaines possibilités d’activité à des catégories de po-

pulation en majorité jeune et sans qualification professionnelle. La structure commerciale de Dakar est caractérisée non seulement par des difficultés structurelles liées à la sécurité et l’hygiène dans les marchés, la qualité et les conditions de conservation des produits, mais aussi par son caractère informel. Ce secteur emploie des dizaines de milliers de jeunes et de femmes. Malgré son importance sociale et économique, le secteur du petit commerce et les acteurs qui s’y activent souffrent de manque de considération de la part des pouvoirs publics et l’absence d’investissements. A cela, s’ajoute l’absence d’infrastructures (chambres froides, système de collecte des déchets, etc.). En outre, les marchés, les étals dans les rues et les axes routiers de Dakar font aussi partie des moyens utilisés par les jeunes et les femmes pour s’adonner à une activité économique. Car l’affectation des tâches traditionnelles du ménage change et implique davantage les femmes et les jeunes dans la sécurité alimentaire et la création de revenus. La macrocéphalie urbaine avec plus de 23 % de la population totale et 48% de la population urbaine, couplée à une croissance économique soutenue depuis 2012 (4% à + 6%), fait de Dakar un lieu tangible pour la création d’une société de consommation qui peut stimuler la production locale, tout en favorisant l’essor du commerce dit « moderne ». La capitale concentre plus de 85% des grandes surfaces que les deux géants de la grande distribution (Auchan et Carrefours et ses Supéco exploités par CFAO retail) partagent le marché. Ces supermarchés ne sont pas uniquement localisés dans les quartiers riches de Dakar. Ils sont présents dans les quartiers populaires et dans la banlieue comme en témoigne la présence du supermarché Auchan à Pikine.

Le tapis rouge déroulé par les autorités sénégalaises aux enseignes alimentaires françaises : une stratégie à double face ?

La décolonisation pacifique voire négociée du pays en 1960 fait que la France conserve toujours ses acquis dans certains domaines comme par exemple, les télécommunications, le génie civil, la grande distribution, etc. De plus, la dépendance économique et technologique du pays vis-à-vis de la France lui donne une po-



sition de force. Certes, cette situation a évolué aujourd'hui, mais elle reste toujours présente dans le fonctionnement du gouvernement actuel qui se voit soutenu dans toutes ses politiques de développement par la France (par exemple, le financement du PSE et du Train Express Régional). Toutefois, se limiter à justifier la présence des sociétés françaises dans l'économie sénégalaise par ce regard d'une puissance colonialiste serait une analyse très réductrice. D'autres facteurs plus récents interviennent.

En effet, depuis la crise alimentaire de 2008 qui a posé avec une acuité la question de la flambée des prix des produits alimentaires dans le marché mondial, la démocratisation du commerce alimentaire est devenue un outil politique pour assurer la paix sociale et la stabilité politique dans les villes. La ruée des enseignes alimentaires françaises au Sénégal (Carrefour, Auchan, etc.) s'explique aussi par des facteurs internes (stabilité politique du pays, proximité culturelle avec la langue, forte communauté française etc.) et externes (remise en cause du modèle des hypermarchés en France, percée des enseignes bio, etc.). De plus, avec l'essor de nouvelles habitudes alimentaires chez les classes moyennes qui peuvent booster le marché de la consommation locale, Dakar offre des opportunités de croissance pour ces enseignes qui sont à la traîne.

Le passé colonial avec la France : une arme de contestation des panafricanistes ?

L'implantation des enseignes alimentaires suscite un ensemble d'interrogations liées aux pouvoirs d'achat des consommateurs et à la création d'emplois dans les zones d'implantation. Pour le petit commerce de proximité et de détail, une inquiétude pour leur survie économique émerge. Pour les mouvements citoyens comme « FRAPP France-Dégage », la corruption de la classe politique, couplée au tapis rouge déroulé aux enseignes françaises pose la question de la souveraineté économique et devient un argument de mobilisation. Composés entre autres par des rappeurs, des étudiants et des journalistes engagés, ces mouvements

citoyens, très influents, investissent d'une manière nouvelle l'espace public et la scène médiatique à travers les réseaux sociaux. Par exemple, le collectif « FRAPP-France dégage » investit, depuis l'implantation des supermarchés Auchan, les réseaux sociaux, les places publiques, les marchés et les organes de presse pour dénoncer ce qu'Abdoulaye Seck, leur chargé de communication appelle : « le retour de la politique impérialiste de la France au Sénégal à travers ces entreprises qui monopolisent notre économie, détruisent nos PME et petits commerces avec la complicité des pouvoirs publics » (interview réalisée en 2019). Souvent tenus par des panafricanistes, ces discours sont très souvent idéologiques et fortement liés au passé colonial, ignorant les nouvelles logiques de la grande distribution, ses opportunités pour le développement du tissu agricole et industriel et ses activités connexes.

S'implanter à Dakar, une opportunité nécessitant plus d'investissements ?

Le discours catastrophiste, annonciateur de la fin prochaine du petit commerce dans la presse et les réseaux sociaux est certes, une arme de communication pour dénoncer la mainmise sur l'économie sénégalaise par des entreprises françaises, mais ce sentiment de peur était déjà présent dans les phases du développement de la grande distribution dans les pays développés. Participant largement à la massification et à la mondialisation des approvisionnements, la grande distribution qui exige la fabrication massive de produits, peut offrir des opportunités professionnelles à des milliers de Dakarais, absorbant ainsi une partie du chômage chronique des jeunes. Si en France, la diffusion des grandes surfaces à la périphérie s'est accompagnée des aménagements de vastes espaces pour les entrepôts et les parking, à Dakar, la saturation foncière, conjuguée aux difficultés liées à la mobilité des populations, limite le développement de ce modèle.

Dans les pays ouest-africains et au Sénégal en particulier, les métiers de la grande distribution dans leur diversité n'ont jamais été une priorité politique des pouvoirs publics. C'est par exemple, les enseignes rencontrent des obstacles majeurs en matière de ressources humaines : problèmes de formation adéquate aux métiers de la grande distribution (boucherie, gestion des produits frais, management en commerce de détail, etc.). L'inexistence d'infrastructure de transport efficace pour la mobilité des consommateurs et la congestion du trafic routier urbain, constituent autant un manque à gagner par ces enseignes. À cela, s'ajoute l'absence de formation des partenaires économiques comme les producteurs qui rencontrent des difficultés de livraison, de stockage et de conservation de leurs récoltes. Dans ces secteurs, des investissements additionnels sont toujours nécessaires. Par exemple, une enseigne a développé, en partenariat avec des écoles de formation, des diplômés dans les métiers de la boucherie permettant aux jeunes d'avoir une qualification professionnelle en dehors des expériences accumulées dans l'informel. Il ressort de cette analyse que cette nouvelle ère de la grande distribution offre des opportunités à l'investissement dans des secteurs porteurs : transport privé, logistique, marketing et communication numérique, industrie agro-alimentaire, formation, etc. 🗎

Les opportunités du Sénégal émergent

Secteur santé

Source : Quotidien du médecin – 27 septembre 2019

EN AFRIQUE, L'INNOVATION VOLE AU SECOURS DE L'ACCÈS AUX SOINS

Drone transporteur de médicaments et de poches de sang, distributeurs automatiques de médicaments, valise connectée pour des examens à distance, e-learning : l'Afrique ne cesse d'innover pour réduire ses inégalités territoriales en matière de santé.

À deux semaines de la 6e conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (à Lyon le 10 octobre), le Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA) – organisme indépendant mis en place par Emmanuel Macron en 2017 – a dévoilé son Carnet de Santé » cosigné avec l'ONG Action santé mondiale. Ce rapport illustre la pertinence d'initiatives africaines innovantes favorisant concrètement l'accès aux soins avec l'espoir d'un accroissement des financements. « La France est l'un des acteurs les plus engagés pour la santé en Afrique, salue le CPA. Elle consacre 8 % de son aide publique au développement à la santé et l'Afrique bénéficie en priorité de ses programmes de coopération multilatérale et bilatérale »

Accès aux antirétroviraux

Pour montrer l'efficacité de ces programmes, le CPA détaille 43 projets menés dans six pays africains. L'Afrique du Sud a installé 19 distributeurs automatiques de médicaments (ouverts sept jours sur sept) permettant aux patients de récupérer leur traitement rapidement (30 minutes contre près de quatre heures en pharmacie) et de manière anonyme. Le bilan est positif. Pour le seul mois d'avril 2019, 85000 collectes ont été effectuées pour 29000 patients uniques. 69 % des médicaments distribués sont des antirétroviraux.

Le Rwanda subit également une pénurie de médicaments. Depuis 2016, la société américaine Zipline achemine par drone des poches de sang et des médicaments urgents aux établissements situés dans les zones reculées du pays. Grâce à une application, les hôpitaux ou les praticiens peuvent commander un produit nécessaire. Le drone de livraison largue à faible altitude le colis équipé d'un parachute. « Alors qu'il fallait jusqu'à cinq heures pour acheminer des produits sanguins par la route dans un pays montagneux, aux zones enclavées, Zipline livre les établissements en 15 à 45 minutes sur un rayon de 80 km à une vitesse de 100 km/h », précise le CPA. Une commande est fournie toutes les 15 minutes en moyenne. Le pays va démarrer la livraison de vaccins. Le Ghana a également procédé à ses premiers tests; des discussions sont en cours en Côte d'Ivoire et au Togo.

mine par drone des poches de sang et des médicaments urgents aux établissements situés dans les zones reculées du pays. Grâce à une application, les hôpitaux ou les praticiens peuvent commander un produit nécessaire. Le drone de livraison largue à faible altitude le colis équipé d'un parachute. « Alors qu'il fallait jusqu'à cinq heures pour acheminer des produits sanguins par la route dans un pays montagneux, aux zones enclavées, Zipline livre les établissements en 15 à 45 minutes sur un rayon de 80 km à une vitesse de 100 km/h », précise le CPA. Une commande est fournie toutes les 15 minutes en moyenne. Le pays va démarrer la livraison de vaccins. Le Ghana a également procédé à ses premiers tests; des discussions sont en cours en Côte d'Ivoire et au Togo.

Enseignements numériques

Au Sénégal cette fois, dans la région rurale de Kolda à plus de 600 km de Dakar, les centres de santé sont équipés de valises de télé-médecine (électrocardiogramme, échographie, etc.) permettant de réaliser à distance des examens approfondis avec des professionnels de santé des hôpitaux régionaux. Le programme a déjà permis le suivi de 10 000 grossesses et 68000 enfants de moins de 5 ans l'an passé. D'autres projets valorisent des innovations pédagogiques comme l'ouverture de 14 centres de formation en e-learning pour les infirmiers et sages-femmes du Sénégal et d'un centre de formation d'excellence en chirurgie robotique au Rwanda; ou encore la création en Guinée de la chambre d'urgence bio sécurisée pour épidémies (CUBE) assurant la prise en charge d'un patient hautement infectieux. Autant de bonnes idées qui doivent rayonner... 🗎

Secteur tourisme

Source : l'Écho touristique – 19 juin 2019

UN PLAN D'ACTION POUR LE TOURISME

Le salon du Bourget a été l'occasion de rencontrer Alioune Sarr, le ministre du Tourisme et des Transports aériens du Sénégal, qui revient sur les ambitions touristiques de son pays. Un marché historique pour les Français. En 2014, le président sénégalais Macky Sall a lancé le « Plan Sénégal émergent » (PSE), sur 30 ans. « Pour nous, c'est une feuille de route pour nos actions opérationnelles », explique le ministre.

Si le pays a « perdu 5 points en termes de tourisme

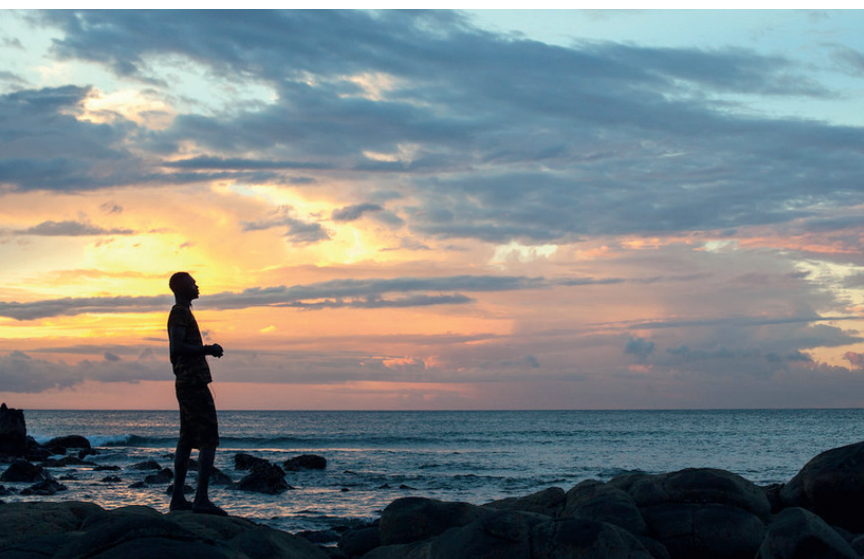
ces dernières années », le secteur reste primordial pour le Sénégal, indique Alioune Sarr. « Au total, ce sont 150 000 Sénégalais qui vivent grâce au tourisme, et j'espère que ce chiffre sera multiplié par quatre, poursuit le ministre. Cela représente un milliard € - soit 10% du PIB. Il faudrait que cela atteigne entre 12 et 15 % d'ici 5 ans. » Les ambitions sont donc là, et le ministre s'organise. « Nous nous sommes fixés jusqu'à fin octobre 2019 pour identifier la demande. Dans ce cadre, nous



►►► avons rencontré, il y a deux jours, les membres du Syndicat des entreprises du tour-operating en France. Nous avons réuni à Dakar des représentants du tourisme européen. Il s'agissait pour nous de savoir quels types de tourisme viennent au Sénégal pour mieux connaître les cibles et pour valoriser notre offre. »

Des offres affaires et culturelles méconnues

La destination est variée et elle évolue. La plus connue



reste bien sûr l'offre balnéaire, avec les 700 km de côtes. Mais, le Sénégal a aussi un patrimoine historique qui plaît à la clientèle afro-américaine et des Caraïbes, avec notamment les îles de Gorée et de Saint-Louis. Ce que les Français connaissent moins c'est l'offre éco-touristique sénégalaise avec le Delta du Saloum, les chutes de Dindéfelo, le Parc national des oiseaux du Djoudj. Ou encore la toute nouvelle offre de tourisme d'affaires avec la Dakar Arena, le parc des Expositions et surtout le nouveau palais des congrès de Diamniadio. Enfin, le Sénégal tend à valoriser son offre culturelle avec les cercles mégalithiques de Ségambie classés au patrimoine de l'Unesco, mais aussi le Monument de la Renaissance africaine ou le tout nouveau musée de Dakar.

Un appel à investissement pour 10 projets

« Une fois que l'on aura identifié les demandes et valorisé l'offre, il faudra que l'on fasse la promotion de notre activité. Cela passera par de grandes campagnes de communication et la rencontre avec des tour-opérateurs et des investisseurs intéressés par la destination. Nous allons lancer un appel à investissement sur une dizaine de sites touristiques importants. » Objectif : susciter par exemple l'aménagement d'un hôtel dans le détroit ou de lodges près des chutes de Dindéfelo. Désormais, le gouvernement espère bien convaincre des investisseurs européens, en s'appuyant notamment sur la nouvelle desserte depuis Paris. ☺

Secteur média

Source : L'expression (<http://www.lexpressiondz.com/>) – 29 octobre 2019

LA CHINE À L'ASSAUT DE L'AUDIOVISUEL EN AFRIQUE

Les représentants du gouvernement chinois viennent de lancer la partie locale du projet visant à offrir la télévision par satellite à 10 000 villages africains. La première partie a commencé en Côte d'Ivoire où l'initiative verra 500 villages recevoir les infrastructures nécessaires pour recevoir le bouquet de chaînes en clair prévu par le projet. C'est dans le cadre de celui-ci, que les techniciens de StarTimes, (<https://startimestv.com/>) partenaire technique de la Chine pour le projet, installeront des paraboles et offriront des décodeurs à 20 foyers dans chacun des villages. Pour la maintenance des équipements, l'opérateur de télévision payante a formé de jeunes Ivoiriens qui s'occuperont de la réparation de tous les équipements, en cas de panne. Lancée en 2015 et ciblant 25 pays du continent africain, l'initiative chinoise a déjà permis à de nombreux villages du continent, au Bénin, au Sénégal et au Nigeria, par exemple, d'accéder à la télévision par satellite.

Qui dit démo satellitaire dit feuilleton et de la Tanzanie au Ghana, ils sont plusieurs millions de téléspectateurs à avoir suivi A beautiful daughter-in-law era', feuilleton chinois présentant une Chine moderne, riche et urbaine. L'engouement est tel en Afrique que la série est traduite en swahili, une vitrine idéale pour le groupe StarTimes, installé sur le continent depuis quelques années, comme le rapporte CNN. C'est un ancien dirigeant de la télévision publique chinoise qui tente d'imposer en vain ses équipements de télécommuni-

cation depuis presque 20 ans sur un marché chinois déjà saturé. La numérisation du continent africain, avec de fortes disparités, est une aubaine pour lui. Sur ce marché, le magnat des médias a un argument : le prix de son bouquet numérique, un abonnement à 4 dollars, quand les opérateurs déjà présents demandent jusqu'à 70 dollars.

Le Rwanda est le premier à se convertir à StarTimes en 2007. Dans ce bouquet, 30 chaînes, parmi lesquelles des chaînes locales, Al Jazeera et quatre chaînes chinoises publiques. Succès immédiat et effet domino en Afrique. Le Nigeria, la Tanzanie, l'Afrique du Sud, la République démocratique du Congo et bientôt une trentaine de pays rejoignent le réseau en l'espace de 10 ans. « L'agenda de StarTimes intègre une stratégie pour prendre le contrôle de l'espace de diffusion dans des pays africains stratégiques comme le Ghana, précise le communiqué, Ghana Independent Broadcasters Association (Giba). Selon l'organisme, StarTimes a bénéficié d'un avantage concurrentiel dans le cadre d'accès à la TV satellite pour 10.000 villages africains dans lequel 300 villages ghanéens étaient impliqués. En Zambie, StarTimes met en place une coentreprise avec le groupe de télévision publique ZNBC, le deal permettant au groupe de StarTimes d'être actionnaire à 60 % de la télévision publique zambienne, pendant 25 ans. Pour la première fois, StarTimes a obtenu un pouvoir décisionnaire sur une chaîne publique étrangère. ☺

2020, c'est l'année de l'Afrique en France avec beaucoup d'événements culturels, musique, business et promotion de la gastronomie.



Capacité
de 30 personnes

Profiter de cette occasion unique pour déguster la gastronomie sénégalaise et de l'Afrique de l'Ouest.

Le restaurant O'ZALMADI avec un service de traiteur est à votre disposition 7 X 7 jours.

Pour vos repas d'affaires, anniversaires et mariages, laissez nous vous faire découvrir la gastronomie africaine tout en voyageant dans une ambiance chaleureuse et conviviale propre à l'Afrique !

RESTAURANT O'ZALMADI
13, rue de Rouen - 95300 PONTOISE

ZALMADI

Tél. 0134 25 07 04
<https://www.restaurant-ozalmadi.fr/>

Voyagez dès maintenant!

BESOIN D'UN VISA? Choisissez votre pays & Obtenez-le rapidement avec Visa Plus!

CHOISIR PAYS

CONTACTEZ-NOUS

• SOLUTION VISA PLUS

- **Rapidité.** Visas Express peut traiter votre demande de visa ou de légalisation dans un délai extrêmement bref, souvent en un jour à peine.
- **Large gamme de prestations.** Visas Plus traite les demandes de visa pour plus de 200 pays, ainsi que les visas électroniques tels que l'ETA pour l'Australie et l'ESTA pour les États-Unis. Nous pouvons aussi vous aider, notamment, à obtenir une lettre d'invitation, légaliser vos documents français ou encore vous fournir des traductions assermentées.
- **Experts en visa.** Visas Express emploie des experts en visas et en passeports spécialistes chargés d'examiner votre demande avant de la soumettre à l'ambassade. Les experts hautement qualifiés de Visas Plus sont conscients de la confiance que vous placez en eux et mettent tout en œuvre pour vous offrir un service personnalisé, fiable et sûr.
- **Traitement sécurisé.** Visas Plus s'engage à protéger la confidentialité de vos données. Nous tenons compte du caractère confidentiel des documents nécessaires à l'obtention d'un visa. La sécurité de vos données est pour nous une priorité absolue. Visas Plus ne partage jamais vos données ni vos documents personnels.
- **Suivi de commande en temps réel.** Dès réception de votre commande, Visas Plus vous envoie un e-mail pour confirmer la bonne réception de vos documents et leur transmission à l'ambassade. Notre service de suivi en ligne vous permet de consulter à tout moment l'état de votre commande.

• LÉGALISATION

• TRADUCTION



- Pour chaque langue, nous mettons à votre disposition un traducteur assermenté
- Nous faisons traduire pour vos documents, par des traducteurs assermentés, depuis le français vers les autres langues ou bien vers le français. Les traductions sont effectuées à des prix compétitifs et dans des délais convenus

VISA PLUS

53, rue de Boissière
75116 PARIS
Tél. 01 45 69 52 49
06 73 79 23 62
<https://visaplus.fr>

VISA PLUS

Secteur services financiers

Source : le Monde – 3 octobre 2019

FREE VIENT CONCURRENCER ORANGE AU SÉNÉGAL

Après avoir racheté l'opérateur local Tigo, en 2018, avec deux partenaires, Xavier Niel lance sa marque pour la première fois en Afrique.

Une campagne publicitaire mystérieuse envahissait depuis quelques jours les avenues de Dakar. Des affiches blanches portant le slogan rouge « LiMooy cool » ou « LiMooy stylé » (« ça c'est cool » ou « ça c'est stylé », en wolof). Le secret a été levé mardi 1^{er} octobre, avec l'annonce de la transformation de Tigo, deuxième opérateur téléphonique au Sénégal avec 25 % de part de marché, en Free Sénégal. Les nombreuses affiches dans la ville arborent désormais le logo du groupe français. Ce lancement de la marque Free était pressenti depuis le rachat, en 2018, de Tigo Sénégal, propriété de l'entreprise luxembourgeoise de télécommunications Millicom, par Saga Africa Holdings, un consortium regroupant Xavier Niel (actionnaire à titre personnel du Monde), le Sénégalais multimillionnaire Yérin Habib Sow et le puissant homme d'affaires malgache Hassanein Hiridjee.

« Pendant dix-huit mois, on a mené un plan d'investissement de 150 millions de \$ [136,5 millions €] : on a étendu notre réseau, déployé de la fibre optique, commencé à baisser nos prix. On a pu construire un réseau 4G+, explique Mamadou Mbengue, directeur général de Free Sénégal. Après tout cela, il fallait arriver avec une marque forte. On voulait casser les codes et Free est une marque de rupture. » Le Sénégal devient ainsi le premier pays étranger où est utilisée la bannière Free.



Tirer les prix vers le bas

Intervenue à l'occasion des 20 ans de la marque, la mutation de Tigo en Free s'est faite avec la volonté de tirer les prix du marché mobile vers le bas. Quatre offres agressives ont été présentées, dont un premier forfait à 1 000 francs CFA par mois (1,52 euro), comprenant trente minutes d'appel, 2 gigaoctets de données et l'utilisation illimitée de WhatsApp. Ce service de messagerie, très utilisé au Sénégal, agace souvent les opérateurs téléphoniques du continent, car elle permet de passer des appels sans dépenser de crédit téléphonique.

Par ce positionnement offensif sur le marché, Free vise son concurrent Orange, premier opérateur du pays avec le groupe Sonatel et ses 53 % de part de marché. Afin de s'imposer, Free a déployé son réseau 4G+ dans Dakar et les grandes villes sénégalaises, qu'il promet « trois fois plus rapide que la moyenne actuelle du marché ». « Jusqu'à présent, au Sénégal, il y avait trop d'offres tarifaires et les prix étaient trop élevés. La data était même plus chère qu'en France. On vient simplifier tout ça. Bref, on fait du Free », déclare Hassanein Hiridjee, ce milliardaire malgache très lié à M. Niel, actif dans les télécoms, les hydrocarbures, l'immobilier et les services financiers.

Compte bancaire simplifié

Free cherche aussi à concurrencer Orange sur l'une de ses chasses gardées, le mobile money, en lançant un service de transactions financières par mobile nommé Free Money, en opposition à Orange Money. Ce service, très utilisé par les Sénégalais, permet de transférer de l'argent, payer ses factures d'eau, d'électricité, d'Internet, et régler ses achats dans les commerces et les restaurants. Il sert surtout de compte bancaire simplifié et de carte de crédit pour une population dont le taux de bancarisation s'élevait à 19 % en 2018, selon la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest.

L'aventure de Free sur le continent ne s'arrêtera sans doute pas aux frontières du Sénégal. Dans l'océan Indien, M. Niel s'est déjà associé à M. Hiridjee pour conquérir les Comores et Mayotte, et les deux magnats se sont lancés ensemble à la Réunion. « Il y a en ce moment une recomposition du paysage des télécoms en Afrique et plein d'opportunités à saisir, à l'ouest comme à l'est », souligne M. Hiridjee. ☺

Secteur énergie

Source : Agence Ecofin – 18 juillet 2019

UN GIGANTESQUE MARCHÉ À LA PORTÉE DES ENTREPRISES : 210 000 MINI-RÉSEAUX ÉLECTRIQUES À METTRE EN PLACE

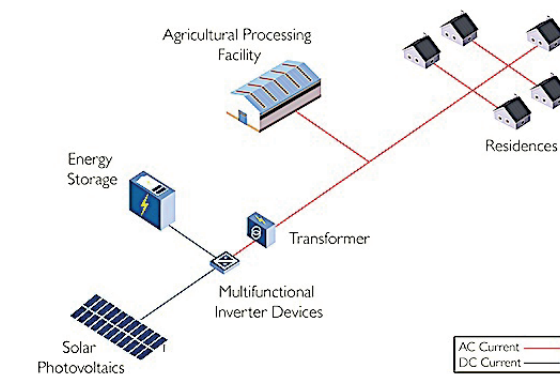
Les mini-réseaux dont le développement s'est accéléré au cours de la décennie écoulée, peuvent répondre au tiers de la question d'accès à l'énergie en électrifiant 490 millions de personnes d'ici à 2030. Les mini-réseaux électriques sont des installations regroupant des systèmes de production et de distribution électrique qui, fournissent de l'énergie à un groupe restreint d'uti-

lisateurs pouvant aller de quelques centaines à quelques centaines de milliers selon ses capacités. De tels systèmes peuvent être totalement isolés des réseaux électriques nationaux, ou leur être connectés, mais en préservant leur autonomie. Ils représentent la solution idéale pour les populations dont le raccordement au réseau électrique national n'est pas rentable, mais dont

la consommation est trop importante pour l'utilisation des installations solaires domestiques. La plupart de ses mini-réseaux fonctionnent au diesel, à l'hydroélectricité ou au solaire hybride.

Selon les données de la Banque mondiale, environ 19 000 mini-réseaux électriques sont déjà installés dans 134 pays et territoires, ce qui représente un investissement de l'ordre de 28 milliards \$. Ces installations desservent environ 47 millions de personnes. 61% de ces installations ont été implantées en Asie, principalement dans trois pays à savoir : l'Afghanistan (4980), le Myanmar (3988) et l'Inde (2800). L'Afrique, quant à elle, abrite environ 1500 mini-réseaux électriques. Actuellement, plus de 7500 mini-réseaux électriques sont en développement pour 'alimenter 27 millions de personnes pour un investissement de 12 milliards \$. 54%, soit 4000 de ces nouveaux systèmes sont prévus pour être implantés en Afrique. Le Sénégal et le Nigeria sont les pays en tête de liste avec une prévision de 1217 et 879 mini-réseaux à planter respectivement. Au cours des dernières années, le coût de mise en place des mini-réseaux a diminué de manière drastique tandis que leur qualité s'améliorait significativement.

WHAT IS A MINI-GRID?



Une solution très efficace pour électrifier les villages éloignés du réseau électrique national.

Les innovations, les économies d'échelle et le boom du marché des véhicules électriques ont permis aux composants des mini-réseaux solaires tels que les batteries, les panneaux et les compteurs intelligents de voir leur coût baisser de 62%, voire 85% dans certains cas. Ce qui explique le succès récent et continu de cette technologie au cours des dernières années (la proportion de mini-réseaux solaires hybrides installés entre 2018 et 2013 a doublée par rapport à celle de la période 2010-2013). Pour illustration, le coût de mise en place du kilowatt est passé de 8000 \$ en 2010 à 3900 \$ en 2018. Et si la baisse du composant continue, ce qui est plus que probable, ce coût devrait passer en dessous de la barre des 3000 \$/KW d'ici à 2030.

Les autres technologies de mise en place des mini-réseaux ont également connu des baisses de coût, même si ces dernières n'ont pas été aussi drastiques que celles du solaire. L'une des conséquences de cette baisse des coûts d'installation, est que le coût du kilowattheure d'énergie produit à partir des centrales a baissé et baissera d'environ 2/3 d'ici à 2030. Le coût du kilowattheure d'énergie produit par un mini-réseau est actuellement de 0,55 \$ pour un facteur de charge de

20%. Mais avec la troisième génération de mini-réseaux actuellement en développement, et les autres facteurs de coûts, les experts prédisent qu'il passera à 0,41\$/kWh en 2020 et à 0,20\$/kWh d'ici à 2030.

Elle fonctionne avec compteurs prépayés, contrôlés à distance, qui permettent aux utilisateurs de consommer leur énergie selon le modèle pay-as-you-go et à leurs promoteurs de les gérer en temps réel. Ces installations offrent, en outre, une disponibilité de 97%, avec moins de deux semaines de maintenance par an, ce qui constitue une amélioration significative par rapport aux modèles précédents. Leurs promoteurs intègrent des programmes de partenariat destinés à stimuler la vie économique de leurs clients, à travers la fourniture d'équipements électriques économes ou l'octroi de micro-financements. La combinaison de la baisse des coûts et de l'innovation dans les TIC, rendent les mini-réseaux de troisième génération capables d'électrifier 490 millions de personnes d'ici à 2030, ce qui accélérera l'accès universel à l'énergie. Cela représentera plus du tiers des 1,2 milliard de personnes qui auront besoin d'un accès à l'électricité à cet horizon. Les mini-réseaux de troisième génération offrent en outre la possibilité d'utiliser des moyens de cuisson électriques à moindre coût : entre 0,18\$ et 0,98\$ par personne par jour pour un foyer électrique contre 0,37\$ à 0,45\$ par personne par jour pour les foyers à charbon

Un gigantesque marché de 210 000 mini-réseaux à mettre en place

La connexion de 490 millions de personnes aux mini-réseaux d'ici à 2030, nécessitera la mise en place de plus de 210 000 mini-réseaux et un investissement de l'ordre de 220 milliards \$. Cela nécessitera un changement rapide et important en termes de constitution de marchés stables et de mobilisation de financements privés et publics. Cependant, ce marché, représente une opportunité de plus de 25 milliards \$ de profit pour les développeurs et les fournisseurs de mini-réseaux. Une opportunité que devraient pouvoir saisir les compagnies locales en nouant des partenariats avec des entreprises internationales. En matière de financement, certaines institutions sont déjà engagées en faveur de cette technologie. Les partenaires au développement tels que l'Agence française de développement, la Banque islamique de développement, la Banque allemande de développement ou encore la Banque mondiale y ont déjà injecté 1,3 milliard \$. ☺



Les clés

Les liens entre la France et le Sénégal sont très forts, tant sur le plan économique, culturel, universitaire que politique et sécuritaire. La France est le premier partenaire commercial du Sénégal. Il accueille beaucoup d’entreprises françaises. La France est également le premier bailleur bilatéral du Sénégal. Sur le plan culturel, l’institut français, le réseau d’alliances françaises et les établissements scolaires sont autant d’outils à la disposition des entreprises françaises.

Toutefois, le Sénégal actuel privilégie la diversification économique car les barrières à l’entrée sont faibles. De nouveaux entrants ont pu s’introduire comme la Chine, l’Inde ou bien la Turquie contraignant les anciens opérateurs à redoubler leurs efforts dans les services offerts pour maintenir leur position. Pour commercer avec ce pays, il est important de disposer d’un bon partenaire commercial qui maîtrise le terrain pour assurer le développement du portefeuille client. La concurrence est très forte du fait de la présence de nouveaux acteurs et il est conseillé de redoubler vos efforts pour ne pas froisser la susceptibilité des uns et des autres.

Le Sénégal est membre de plusieurs organisations régionales comme par exemple l’Union économique et monétaire de l’Afrique de l’Ouest (UEMOA - <http://www.uemoa.int/fr>) dont l’objectif est de créer un marché commun ; la Communauté économique des États de l’Afrique de l’ouest (CEDEAO - <https://www.ecowas.int/>) qui veut réaliser une communauté économique entre les membres. Le pays fait également partie de l’Organisation pour l’harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA - <http://www.ohada.com/>).

Depuis 1995, le Sénégal est membre de l’Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

Le Sénégal est membre des pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique - <http://www.acp.int/>) qui sont liés à l’Union européenne par l’accord de Cotonou, accord qui a prévu la mise en place d’accords de partenariat économique (APE) que l’Union européenne négocie avec sept régions d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Le Sénégal appartient au groupe des pays d’Afrique de l’Ouest. Il comprend 16 États y compris les deux organisations régionales (UEMOA et CEDEAO) a paraphé, le 30 juin 2014, l’accord de partenariat économique avec l’Union européenne. Pour suivre l’évolution des négociations en cours, consulter le site : <https://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/regions/west-africa/>

Le Sénégal bénéficie de la part de l’UE du programme «Tout sauf les armes» qui permet à ses produits d’entrer, sans droit de douane et sans contingent, sur le marché. Les procédures douanières sont informatisées, le Sénégal a publié un Code des douanes en 2014. Il est disponible sur le site des douanes du Sénégal et complété par des notes de services, des avis aux usagers, etc.

① LA PROCÉDURE DES ÉCHANGES

Après avoir rempli la déclaration en douane traditionnellement exigée pour toute expédition, l’exportateur doit effectuer ses envois à destination au Sénégal accompagnés des documents suivants :

- **Les documents d’accompagnement la déclaration de douane :**
- La facture commerciale établie, au minimum, en trois exemplaires et rédigée en français. Elle doit notamment comporter : l’identité des parties ; les coordonnées et le numéro d’enregistrement de l’importateur (RFC) ; les conditions de paiement (éventuellement numéro de la L/C), les documents de transport comme le connaissance ; la lettre de transport aérien LTA ou AWB, la lettre de voiture internationale comme CMR ; la description précise des marchandises (SH, marque, poids brut et net) ; nombre de colis avec marques et numéros ; le pays d’origine, le certificat d’assurance.
- Sur la facture, une clause d’authenticité sera de préférence apposée au-dessus de la signature : Nous certifions que les marchandises dénommées dans cette facture sont de fabrication et d’origine de ... et

que les prix indiqués ci-dessous s’accordent avec les prix courants d’exportation »

- Le certificat d’origine. Il est demandé par la douane
- Un certificat phytosanitaire pour les fruits, les légumes, les semences et autres végétaux. Il est délivré par le service régional de la protection des végétaux relevant de la direction régionale de l’alimentation, de l’agriculture et de la forêt. Consulter le site : <http://agriculture.gouv.fr/les-directions-regionales-du-ministere-draaf>
- Un certificat sanitaire requis pour les viandes et les sous-produits d’origine animale (lait, œufs, préparation à base de viande, etc.), il est délivré par la direction départementale des services vétérinaires désormais regroupée avec l’unité départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes sous la dénomination « Direction départementale de la protection des populations » (DDPP) : <http://www.economie.gouv.fr/dgccrf/coordonnees-des-DDPP-et-DDCSPP>

• Les droits de douane au Sénégal

Depuis le 1^{er} janvier 2000, et quel que soit leur point d’entrée dans l’UEMOA, les droits de douanes sur les

marchandises sont définis par le tarif extérieur commun (TEC). La moyenne des droits de douane appliqués en 2017 :

- Tous produits : 12,2 %
- Produits agricoles : 15,8 %
- Produits non agricoles : 11,5 %

Source : OMC – Profil tarifaire - Sénégal

• L’ouverture économique du Sénégal

Le Sénégal progresse dans la libéralisation de son régime commercial. Le système informatique de dédouanement (Gestion automatisée des informations douanières et des échanges - GAINDE) est une spécificité du Sénégal, qui n’utilise pas le SYDONIA développé par la CNUCED. Les douanes sénégalaises disposent maintenant de scanners et d’un système informatisé d’analyse du risque (SIAR), ainsi que du suivi électronique du transit douanier (cf. Douanes du Sénégal).

Selon la nature du produit à importer, chaque déclaration est sujette à un circuit : bleu pour les transactions sans risque ou exonérées du contrôle avant embarquement – vert pour les transactions à faible risque ou non ciblées par les douanes – jaune, pour les produits fragiles, dangereux ou pondéreux et présentant un risque de fraude – orange pour les produits présentant un risque de fraude moyen – rouge pour les produits présentant un risque de fraude élevé.

Le Sénégal applique le tarif extérieur commun de l’UEMOA et maintient un régime de prohibitions, restrictions quantitatives et licences. À noter l’interdiction des sacs plastiques dont l’épaisseur est inférieure à 30 microns.

Source : OMC – https://www.wto.org/french/tratop_f/tpr_f/s362-00_f.pdf

https://www.wto.org/french/tratop_f/tpr_f/g352_f.pdf

② CONTRÔLE & ÉTIQUETAGE

Les expéditions à destination du Sénégal doivent donner lieu, préalablement à leur embarquement, à une inspection portant sur la qualité, la quantité, le prix des marchandises importées. L’inspection des marchandises concerne :

- toutes les exportations d’un montant FOB égal ou supérieur à 3 000 000 F CFA,
- tous les envois en conteneur complet, quel qu’en soit le montant.

Ne sont pas soumis au contrôle les produits tels que : la viande, les animaux vivants, les fruits et légumes, l’or, les pierres précieuses, etc.

À noter que trois types de contrôle sont possibles : un contrôle physique et documentaire, un contrôle documentaire et enfin une simple analyse de prix. Dans ce cas, l’analyse est effectuée à destination.

Ce contrôle est effectué par des sociétés mandatées par les autorités dont notamment : <https://www.cotecna.com/fr/services/gouvernements>

En matière d’étiquetage, Le marquage doit être fait en français. Les mentions varient selon les produits. Pour plus d’info, consulter le site : https://madb.europa.eu/madb/datasetPreviewFormIFpubli.htm?datacat_id=IF&from=publi

Le meilleur moyen de vous assurer que votre étiquetage est conforme est de demander à votre client. Vous pouvez ainsi vous protéger en précisant par contrat que le client doit approuver les échantillons et les étiquettes.

③ LOGISTIQUE ET DOUANE

À l'export	SENEGAL	AFRIQUE SUB SAHARIENNE
Procédures frontalières (heures)	61h	97,1h
Coût des opérations	547 \$	603,1 \$
Préparation des documents	26 h	71,9 h
Frais documentaires	96 \$	172,5 \$

À l'export	SENEGAL	AFRIQUE SUB SAHARIENNE
Procédures frontalières (heures)	53 h	126,2 h
Coût des opérations	702 \$	690,6 \$
Préparation des documents	72 h	96,1h
Frais documentaires	1545 \$	287,2 \$

Source : Banque mondiale – *Doing Business* 2019

④ MOYENS DE PAIEMENT

Meilleure monnaie de facturation le plus utilisé : €

Les meilleurs moyens de paiement pour les transactions internationales sont le virement international car c’est un moyen de paiement simple et sécurisé. Attention au chèque car il peut avoir un risque d’absence de provision, risque de perte ou de vol. Le paiement d’avance est conseillé et vous pouvez exiger de vos clients, un paiement à vue, dans un délai de 30 à 60 jours.

»»» Sites de référence

<http://www.uemoa.int/fr>
UEMOA

<http://www.douanes.sn/>
Douanes sénégalaises

<https://www.cciad.sn/>
Chambre de commerce sénégalaise

<http://www.portdakar.sn/>
Port de Dakar

<https://www.sec.gouv.sn/>
Gouvernement du Sénégal

https://madb.europa.eu/madb/datasetPreviewFormIFpubli.htm?datacat_id=IF&from=publi
Etiquetage de vos produits

<https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/s/senegal/SEN.pdf>
Doing business in Senegal in 2020

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/SN?listePays=SN>
Trésor public – section Sénégal

<https://www.coface.fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Senegal>
Les Études économiques de la Coface Sénégal

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/senegal/>
Conseil aux voyageurs – Ministère des Affaires étrangères

L'AFRIQUE : savoir associer engagement professionnel et personnel

Pouvez-vous présenter en quelques mots, le développement de votre entreprise à l'international ?

Technisem est une entreprise franco-africaine présente depuis 1985 en France et en Afrique de l'Ouest. Elle produit et commercialise des semences de légumes à destination des zones tropicales.

Au fil des années, elle s'est développée dans des pays d'Afrique Centrale de l'Est et de l'Ouest, au Maghreb, au Moyen-Orient, ainsi que dans la zone Caraïbe. En 2015, Technisem et l'ensemble des sociétés avec qui elle travaille se structurent et officialisent le fait d'être un Groupe sous le nom Novalliance. Composée d'une cinquantaine de sociétés, de 6 marques, Novalliance compte aujourd'hui plus de 650 collaborateurs dans le monde. Toutes ces sociétés complémentaires ont pour activités la sélection, la production et la distribution de semences potagères et florales ainsi que la fourniture d'intrants, outils et équipements agricoles pour les zones tropicales.

Depuis 2018, Technisem souhaite se développer sur de nouveaux marchés dans d'autres zones tropicales et notamment en Asie du Sud Est.

Pourquoi l'Afrique de l'ouest tient-elle « une place de choix » dans votre stratégie de développement ?

L'Afrique a toujours eu une place particulière au sein de Technisem. Pour le comprendre il faut remonter à sa création par feu M. Emile GORIN, le père du dirigeant actuel Ronan GORIN, qui avait comme rêve de se spécialiser dans l'agronomie tropicale pour venir notamment en aide aux maraîchers africains. En 1985, après avoir travaillé pendant quinze ans comme directeur export chez le semencier Vilmorin, il a pris la décision de concrétiser son rêve en créant l'entreprise Technisem mais aussi Tropicasem, une station de recherche au Sénégal.

En 2007, Ronan GORIN reprend les rênes de la société. Tout comme son père, il a également un attachement affectif très

fort avec le continent car il est né en Centrafrique. Dans les années qui suivent la reprise de l'entreprise, Ronan décide de la transformer en investissant prioritairement dans la recherche végétale dans l'optique d'apporter un maximum d'innovation végétale, de rendement aux nouvelles variétés créées, des résistances aux maladies tropicales renforcées et de manière générale apporter des variétés de légumes plus performantes pour les régions chaudes. **L'entreprise a défini un modèle économique frugal qui lui permet de proposer des innovations accessibles pour les paysans des pays sub-sahariens à des prix raisonnables. Cette innovation frugale est inspirée du concept indien Jugaad.** Désormais, l'entreprise privilégie des produits adaptés à chaque territoire, ce qui lui permet de se distinguer de ses concurrents.

Face à quels risques mettriez-vous en garde une PME française qui souhaite faire des affaires en Afrique de l'ouest ?

Plusieurs risques sont présents pour une entreprise française qui souhaiterait faire des affaires en Afrique de l'ouest. Tout d'abord, le risque sécuritaire et l'instabilité politique qu'il peut y avoir sur trois ou quatre pays d'Afrique sub-sahariens, mêmes s'ils sont finalement peu nombreux, contrairement à ce que proclament les médias occidentaux.

Un autre point d'attention est le fait que de nombreux pays francophones ont dupliqué l'essentiel de la complexité administrative et juridique de la France, du fait de leur passé colonial. **De nombreuses contraintes réglementaires locales existent et cela nécessite d'avoir une patience à toute épreuve.** Enfin, il faut pouvoir nouer des relations personnelles avec les partenaires, salariés, experts-comptables, clients et acteurs locaux avec lesquels l'entreprise pourra être amené à travailler car en Afrique le réseau est très important.

Quelques conseils pratiques pour réussir en Afrique de l'ouest et au Sénégal en particulier ?

Plusieurs conseils pratiques pourraient être donnés. Tout d'abord, il ne faut pas chercher à calquer à 100 % une organisation française à une structure africaine mais il faut co-construire une société qui associe le meilleur des deux cultures car la culture africaine est riche. Un autre conseil, et qui est pour Technisem essentiel, est de tomber amoureux de l'Afrique.

C'est un continent magique où les relations personnelles et familiales sont très fortes mais où, parfois, une entreprise peut être confrontée à quelques difficultés locales. L'Afrique donne beaucoup mais demande aussi beaucoup de temps, d'énergie, de patience. Il faut donc en avoir conscience afin de ne pas s'épuiser. ☺

<https://www.technisem.com/>



FOIRES ET SALONS

SECTEUR AGRICOLE & AGROALIMENTAIRE

SIAGRO
Dakar (Sénégal)
10/03/2020 au 13/03/2020
Secteur : produits alimentaires, machines emballage...
www.siaagro.sn
sencomane@orange.sn

SENEFOOD
Dakar (Sénégal)
17/03/2020 au 20/03/2020
Secteur : produits alimentaires, machines emballage...
www.sisemiseneegal.com
sisemi@sisemiseneegal.com

SENEPACK
Dakar (Sénégal)
17/03/2020 au 20/03/2020
www.sisemiseneegal.com
sisemi@sisemiseneegal.com

FOIRE INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE & RESSOURCES ANIMALES
Dakar (Sénégal)
20/04/2020 au 27/04/2020
Secteur : agriculture, sylviculture...
www.cncr.org
cncr@cncr.org

MOROCCO FOOD
Casablanca (Maroc)
6/12/2020 au 8/12/2020
Secteur : produits alimentaires, machines emballage
www.elenexpo.net
info@elanexpo.net

CFIA MOROCCO
Casablanca (Maroc)
Septembre 2020
Secteur : produits alimentaires, machines emballage
www.gl-events.com
cfia@gl-events.com

SECTEUR BIENS DE CONSOMMATION

FOIRE INTERNATIONALE DE DAKAR
Dakar (Sénégal)
Décembre 2020
Secteur : biens de consommation
www.cices.sn
dec@cicesfidak.com

SECTEUR CONSTRUCTION

SENCOR SENEGAL
Dakar (Sénégal)
18/02/2020 au 21/02/2020
Secteur : techniques de construction, machines...
www.hagegroup.com
info@hagegroup.com

THE BIG 5 CONSTRUCT MOROCCO
Casablanca (Maroc)
Juin 2020
www.dmgevents.com
dmgdubai@dmgeventsme.com

WEST AFRICA BUILDING & CONSTRUCTION
Accra (Ghana)
1/07/2020 au 3/07/2020
www.ace-events.com
info@ace-events.com

SECTEUR CUIR & CHAUSSURES

MOROCCO LEATHER & SHOES
Casablanca (Maroc)
19/03/2020 au 22/03/2020
Secteur : cuir, maroquinerie, chaussures
www.pyramidsfair.com
info@pyramidsfair.com

SECTEUR ENVIRONNEMENT

WATER AFRICA & WEST AFRICA
Accra (Ghana)
1/07/2020 au 3/07/2020
Secteur : nettoyage urbain, élimination des déchets
www.ace-events.com
info@ace-events.com

SECTEUR MINES

SIM SENEGAL
Dakar (Sénégal)
Novembre 2020
www.ametrade.org
trade@ametrade.org

WEST AFRICAN INTERNATIONAL MINING & POWER
Accra (Ghana)
3/06/2020 au 5/06/2020
Secteur : industrie minière, géodésie, géographie
www.dmgeventsme.com
dmgmafrica@dmgeventsme.com

SECTEUR TELECOMS

WEST AFRICACOM 2020
Dakar (Sénégal)
8/07/2020 au 9/07/2020
Secteur : technologie de l'information, télécoms
www.informatm.com
itmevents@informa.com

SECTEUR TEXTILE

MOROCCO HOMETEX
Casablanca (Maroc)
19/03/2020 au 22/03/2020
Secteur : habillement, accessoires...
www.pyramidsfair.com
info@pyramidsfair.co

NATIONS ÉMERGENTES

REVUE DE COMMERCE INTERNATIONAL

<http://www.nations-emergentes.org>

NUMÉRO 40 | MARS 2020

Liste de nos Partenaires

Africa For Tourism<https://africa4tourism.com/>
Technisem..... <https://www.technisem.com/>
Restaurant O'Zalmadi..... <https://www.restaurant-ozalmadi.fr/>
Visa Plus..... <https://visaplus.fr>
Cyclope Marchés mondiaux<https://www.economica.fr/index>.

CYCLOPE

sous la direction de Philippe Chalmin et Yves Jégourel

Les Marchés Mondiaux

2019

Matières premières - Monnaies - Services - Agriculture -
Énergie - Finance - Industrie - Commodités

“Les illusions perdues”

Honoré de Balzac